



Paris le 16 septembre 2010

Communiqué de presse

Un collectif de près de 200 associations de parents de personnes autistes demande le label grande cause nationale 2011

Une proposition de loi demandant, dès le 2 avril dernier, que l'autisme soit déclaré grande cause nationale a été déposée par Daniel Fasquelle (député du Pas-de-Calais) et cosignée par 83 députés.

Depuis cette date, ce sont près de 200 associations de parents réparties dans toute la France et représentées par 5 fédérations d'associations de parents de personnes autistes (Autistes Sans Frontières, Autisme France, Sésame Autisme, Pro Aid Autisme, Asperger Aide) qui se sont réunies en collectif pour mieux relayer cette demande.

Une pétition déjà signée par près de 10.000 personnes appelle à une mobilisation générale en faveur des plus fragiles d'entre nous.

D'après la Haute Autorité de Santé, 1 personne sur 150 est autiste (dont les 2/3 adultes, en grande souffrance). Chaque année, 6 000 à 8 000 enfants naissent avec ce handicap. Cette situation est en France mal connue et concerne près de 600 000 personnes autistes. C'est pourquoi le collectif estime qu'il y a urgence à faire bénéficier l'autisme d'une plus forte mobilisation des médias, de l'opinion publique, de tous les services de l'Etat (éducation, santé publique, politiques sociales...), ainsi que des professionnels de santé.

Un sondage* révèle que 84% des français souhaitent que l'autisme soit la grande cause nationale 2011.

Les français soutiennent la démarche des parents d'enfants autistes. Ce sondage montre que cette cause, peu aidée jusqu'à présent, doit bénéficier d'un soutien institutionnel. La France accuse en effet un très grand retard : alors qu'il est possible d'aider les enfants avec autisme à progresser de manière considérable avec des stratégies éducatives spécifiques applicables dès le plus jeune âge, le diagnostic reste trop tardif et souvent erroné, les programmes adaptés sont trop peu répandus et leur coût reste prohibitif pour les familles. Cela conduit ces enfants à développer des comportements inadaptés, qui accentuent leurs difficultés sociales et entraînent des coûts sociaux considérables. Le constat est encore plus accablant pour les adultes, trop souvent relégués dans des situations sans issue.

Les associations veulent que l'autisme ne soit plus ignoré de tous et que le premier ministre, avant de faire son choix pour la future grande cause, pense aux millions de personnes qui portent indirectement ou directement le poids de ce sévère handicap.

Le label grande cause renforcera la dynamique du **plan autisme du gouvernement** et permettra de rattraper le retard français en matière de prise en charge.

Service de presse du Collectif
Florent Chapel 06 80 02 76 82
f.chapel@lcom.net

*Médiaprim, juillet 2010